

L'investissement pour combler le déficit commercial

• Le Maroc vend ses plans sectoriels aux Chinois

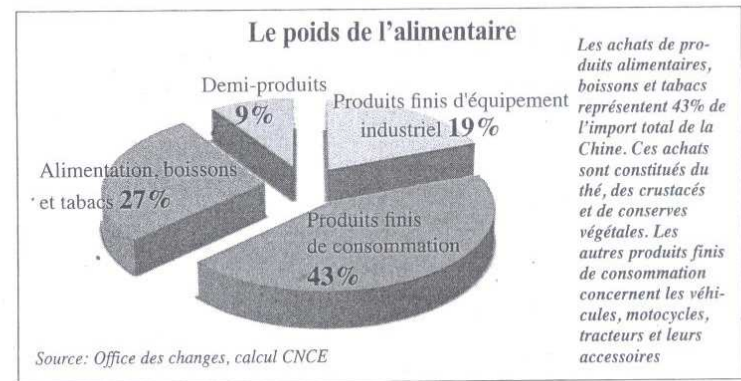
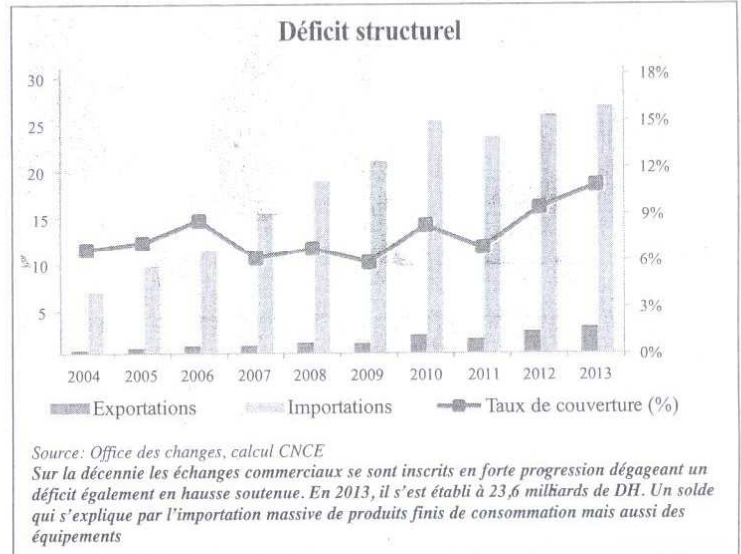
• Industrie, énergie, agriculture et tourisme, les niches

C'EST ce vendredi 28 novembre que s'ouvre le premier forum sino-marocain. Organisé par le patronat et le Groupement professionnel des banques du Maroc, l'évènement est marqué par la présence d'une délégation forte d'une centaine d'hommes d'affaires et de cinq ministres. Au programme, des présentations sur le climat des affaires dans les deux pays et des ateliers sectoriels. Industrie, agriculture, agro-industrie, énergie, tourisme, mines, logistique et infrastructures sont au centre des débats avec un focus sur les opportunités d'investissement au Maroc. Et en toile de fond, l'élaboration d'un partenariat stratégique. Ceci ressort de la volonté partagée des deux

pays de renforcer et diversifier la coopération bilatérale, entretenue au plus haut niveau. La visite du Roi Mohammed VI en Chine, en février 2002, et celle du Président chinois M. Hu Jintao au Maroc, en avril 2006, ont ouvert la voie à des rencontres croisées entre officiels, opérateurs économiques et membres de la société civile.

D'où l'entente mutuelle sur les dossiers d'importance capitale pour les deux pays. A titre d'exemple, Pékin manifeste ouvertement sa compréhension sur la question du Sahara, concrétisée par le vote positif de la résolution de l'ONU en faveur de l'autonomie des provinces du sud sous souveraineté marocaine. En contrepartie, Rabat adhère au principe de l'unité de la Chine, et n'a pas de représentation diplomatique à Taïwan. Et tout récemment, le Maroc a reconnu à la Chine le statut d'économie de marché.

Seul bémol, le déséquilibre qui caractérise les échanges commerciaux. Ces échanges placent la Chine au rang de 3e fournisseur du Maroc avec 26,4 milliards



de DH en 2013. Mais la même année les exportations marocaines à destination de l'empire du Milieu n'ont guère dépassé les 2,9 milliards de DH. «Ceci s'explique par l'essor économique considérable de la Chine qui est devenue "L'Atelier du monde" fournissant des produits avec le meilleur rapport qualité/prix», constate le Conseil national du commerce extérieur.

Quant au Maroc, il ne peut offrir qu'une gamme de produits très limitée. «Mais cela ne veut cependant pas dire qu'il n'existe pas d'opportunités de mise en place d'un partenariat économique avancé entre les deux pays. En particulier, en ce qui concerne les investissements chinois. Déjà, le forum d'investissement tenu fin mars dernier à Rabat a mis en relief la réalité des opportunités à saisir dans ce cadre. Pour preuve, deux mois après l'évènement, le leader mondial de la sidérurgie Shandong Shangang avait annoncé son intention de s'installer dans la zone franche de Tanger. Avec à la clé un investissement de 1,3 milliard de DH à réaliser sur 3 ans. C'est donc une nouvelle étape qui s'ouvre dans les relations économiques et commerciales entre les deux pays. Selon des sources concordantes, l'objectif du forum est double: consolider les échanges et réduire le déficit commer-

cial via la promotion des investissements chinois au Maroc. Et les opportunités ne manquent pas. Les gisements se trouvent en effet dans les divers plans sectoriels et plus particulièrement dans l'industrie, l'énergie, le tourisme et l'agriculture. Sans oublier le réseau des Accords de libre-échange permettant au Maroc de s'ouvrir sur de nombreux marchés fort rémunérateurs. «Mais si le concept du partenariat est conçu autour du pilier économique, la dimension diplomatique et politique n'est pas occultée pour autant», commente un participant au forum.

Pour le moment, le cadre juridique régissant les relations bilatérales sino-marocaines repose pour l'essentiel sur l'Accord commercial et économique signé à Rabat le 28 mars 1995 et entré en vigueur en 1999. Mais d'autres accords et conventions sont venus par la suite pour étoffer ce cadre dans les divers domaines. Ils couvrent les finances, la santé, l'agriculture, le sport, la pêche, les travaux publics, la géologie, les mines, les équipements et le tourisme. □

A. G.